

Zeitschrift: Schweizer Hebamme : offizielle Zeitschrift des Schweizerischen Hebammenverbandes = Sage-femme suisse : journal officiel de l'Association suisse des sages-femmes = Levatrice svizzera : giornale ufficiale dell'Associazione svizzera delle levatrici

Herausgeber: Schweizerischer Hebammenverband

Band: 78 (1980)

Heft: 12

Artikel: Le droit de filiation révisé = Das revidierte Kindesrecht

Autor: Hilty, Adrienne / Fäh, Regula

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-951176>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'ouïe, c'est l'écoute de l'activité cardiaque et de la respiration maternelle, l'écoute des bruits en provenance du péristaltisme des intestins et de l'estomac, l'écoute de la voix, des pas et des mouvements de sa mère. Ce sont, avant tout, la respiration et les battements cardiaques, qui sont des éléments rythmiques, qui sont déterminants pour la vie de l'enfant à venir. «Beaucoup d'auteurs voient dans l'élément rythmique le principe organisateur du développement humain qui doit même jouer un rôle dans l'avant-projet prénatal concernant la faculté de parler» (Clauser). A ma connaissance, le rythme qui s'exprime dans le mode de vie, dans les mouvements et dans la disposition d'esprit d'un être, ne peut être mesuré dans son intégralité par des appareils scientifiques. Il existe un grand nombre de travaux scientifiques sur les multiples influences qui peuvent agir sur l'enfant in utero, par exemple les infections virales, les maladies de manque de la mère, l'alcool, le tabac, les médicaments, les drogues, les rayons X, le bruit, etc. ... Lors du Congrès des Commissions d'étude sur la psychologie prénatale, l'an dernier à Bâle, le Dr. Stahler de Singen fit une conférence sur l'hypoxie pendant la grossesse. Il s'appuya sur des données scientifiques qui prouvent que même un court manque d'O₂ amène des lésions de la substance du cerveau de l'enfant. Il est d'avis que la plupart de ces lésions sont à mettre au compte d'un mauvais approvisionnement de l'enfant en O₂, et non pas, comme on le croit souvent, à celui des méthodes d'interventions obstétricales. Le développement de l'enfant peut être perturbé avant sa naissance par un manque d'oxygène de la mère du fait du tabac, de l'alcool, des stress de l'alimentation, des états psychiques dus à une excitation neuro-végétative, d'une activité professionnelle dans un environnement pauvre en oxygène, de l'absorption de certains médicaments, comme par exemple le Valium qui agit sur le centre respiratoire.

Il existe une étude très volumineuse et approfondie de G. Rottmann sur l'effet sur le développement fœtal de l'attitude de la mère face à sa grossesse. Il essaie de découvrir quel rôle jouent le comportement et les sentiments de la mère durant la grossesse; ce que cela signifie pour l'enfant à naître s'il est accueilli avec joie par sa mère ou s'il est refusé avec hostilité. Comment les différentes attitudes des mères se réper-

cutent-elles sur le développement de leur enfant avant la naissance, et quelles en sont les conséquences possibles pour la vie future. Vous le savez: l'attitude d'une femme face à sa grossesse est un phénomène extrêmement complexe composé de sentiments conscients et inconscients, d'influences de l'environnement, de conditions sociales, d'opinions inculquées. Nous sommes tous d'accord qu'une attitude positive et qu'un mode de vie équilibré, tant intérieur qu'extérieur, ont une influence favorable sur le développement de l'enfant.

Je puis aisément m'imaginer, qu'en écoutant mes propos qui, je le sais, contiennent des données controversées, vous avez souvent dû être tentés de vous tenir sur la défensive. Comment allons-nous vivre avec cette grande responsabilité dont nous chargeons ces nouvelles connaissances? Comment devons-nous réagir face aux craintes des femmes qui accouchent? Comment traiter nos propres craintes de faire quelques chose de faux, de donner des conseils erronés? Car les craintes des femmes enceintes qui, de plus, se trouvent moralement dans un état «autre», dans une sorte d'«élargissement de leur conscience», sont intimement liées à notre propre crainte, notre propre détresse inconsciente devant une naissance, notre peur face au neuf, à l'inconnu. Quiconque assiste à un accouchement, ou y prend part, vit en quelque sorte de nouveau sa propre naissance. Ce n'est qu'en affrontant cette peur de façon sérieuse qu'il nous sera possible – à vous et à moi-même – grâce à notre attitude intérieure, de transmettre à un autre être la sécurité et la confiance qui lui manquent. En cas de besoin nous trouverons alors aussi, au bon moment, le juste mot qui donne du courage pour vivre et peut provoquer un grand changement dans le bon sens.

Eva Eichenberger

Le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter nous oblige à fixer le montant de l'abonnement annuel du journal «Sage-femme suisse» à Fr. 39.- à partir du 1.1.1981 pour les abonnés qui ne sont pas membres de notre association. Nous vous remercions pour votre compréhension.

Le droit de filiation révisé

Adrienne Hilty

La révision du droit de filiation doit être vue dans un contexte beaucoup plus grand: l'ensemble du droit de la famille – et avec lui la moitié du Code civil – est en pleine transformation; les différentes révisions sont inégalement avancées.

En ce qui concerne le droit matrimonial, le Conseil fédéral a présenté son rapport. Mais deux ou trois ans s'écouleront certainement jusqu'à ce que nous ayons un nouveau droit matrimonial. Le droit de divorce est examiné par une commission d'experts, mais on n'a pas encore de résultats.

Le nouveau droit concernant l'adoption est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973 et le droit de filiation le 1^{er} janvier 1978. Reste le droit de tutelle qui est également en transformation.

Le principal objectif de la révision du droit de filiation est la mise à égalité des enfants légitimes et illégitimes. L'expression «illégitime» est rayée de tout le Code civil: aujourd'hui on distingue les enfants de parents mariés et non mariés. L'origine de la filiation est nouvellement réglée. La filiation à l'égard de la mère commence avec la naissance. La filiation à l'égard du père est du point de vue juridique moins nettement établie:

1. par le mariage du père avec la mère (donc le cas normal: père et mère sont mariés et ont des enfants)
2. par la reconnaissance volontaire du père
3. par jugement du tribunal

Les plus grandes améliorations pour l'enfant illégitime résultent de la révision des effets généraux de la filiation.

Voyons tout d'abord la relation de l'enfant illégitime avec son père avant la révision: la «paternité payante» était habituelle. Le père était contraint de payer chaque mois une pension alimentaire pour l'enfant depuis la naissance jusqu'à l'âge de 18 ans, en dehors de quoi il n'avait aucune relation avec l'enfant. A côté de cela il y avait la rare reconnaissance ou la déclaration de paternité. Les enfants illégitimes étaient ainsi désavantagés par rapport aux enfants des divorces: pour ces derniers l'obligation de l'entretien du père (ou de la mère) dure

jusqu'à la majorité. Le père divorcé a droit à des relations personnelles avec l'enfant et les enfants un droit d'héritage par rapport au père. D'après le nouveau droit tous les enfants sont traités de la même façon – dans la mesure du possible –: dans le registre d'état civil chaque enfant a père et mère qui sont mariés ou non mariés. Si les parents sont mariés, l'enfant porte le nom et acquiert le droit de cité du père. S'ils ne sont pas mariés, ceux de la mère. Si les parents ne cohabitent pas – donc s'ils ne sont pas mariés ou divorcés – le parent qui n'élève pas l'enfant a droit à des relations personnelles avec lui. Ce droit de visite a conduit à de longues discussions.

L'obligation alimentaire des parents est nouvellement réglée, à savoir en principe de la même manière pour tous les enfants (légitimes, illégitimes et enfants du divorce). D'après la loi les parents doivent subvenir aux besoins de l'enfant en nature (soins et éducation) ou en paiements. Les deux prestations doivent avoir la même valeur.

Jusqu'à présent les femmes célibataires et divorcées portèrent la charge principale pour les enfants et les hommes s'en tirèrent généralement avec une modeste pension alimentaire.

Les enfants qui gagnent déjà leur vie doivent dans la mesure du possible se débrouiller eux-mêmes. D'autre part la loi oblige tous les parents à payer une formation – à savoir des études – au delà de la majorité, mais seulement dans la mesure du possible des parents et jusqu'à ce que la formation soit terminée sans retard.

Le nouveau droit offre la possibilité d'obliger un père illégitime déjà pendant la procédure de paternité à déposer des contributions ou provisoirement à payer.

A cause des moyens de preuve modernes un procès de paternité peut sans autre durer 3 à 4 ans. Autrefois une mère célibataire ne recevait pendant ce temps aucune pension alimentaire. Le nouveau droit oblige les autorités à créer des postes qui aident au recouvrement des pensions alimentaires.

Une aide idéale pour des parents seuls est le paiement anticipé de la pension alimentaire, c'est-à-dire le canton ou généralement la commune avance l'argent que le parent tenu de payer ne paie pas. Dans la plupart des cantons, le paiement an-

tipié de la pension alimentaire est cependant seulement au stade de la réalisation. Les règles sur la puissance paternelle présentent quelques nouveautés. Autrefois à défaut d'entente le père décidait.

Maintenant la loi dit: «Pendant le mariage, les parents exercent en commun la puissance paternelle.» D'après la loi la mère célibataire reçoit automatiquement la puissance paternelle. Cette dernière concerne le devoir d'éducation et de formation de l'enfant. La loi recommande aux parents de collaborer de manière appropriée avec l'école et là où les circonstances le demandent avec l'aide publique et privée pour la jeunesse.

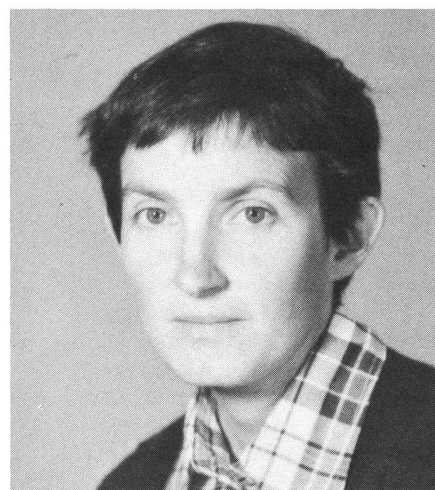
La puissance paternelle comprend aussi comme jusqu'à présent la représentation de l'enfant: comme toujours les parents doivent conclure des contrats (contrats d'apprentissage etc.). Ils doivent aussi dans la mesure du possible tenir compte de la volonté de l'enfant.

Dans le cas où l'un ou les 2 parents ne sont pas dans la mesure de subvenir pour leur enfant, la loi prévoit une série de mesures de protection pour l'enfant. Celles-ci vont du conseil aux parents jusqu'au placement de l'enfant dans une famille ou dans un établissement et jusqu'à la déchéance de la puissance paternelle. Les désignations concernant les beaux-parents et les parents nourriciers sont nouvelles. Jusqu'à présent il n'y avait aucune relation de droit entre beaux-parents et enfants issus de 2 lits bien qu'ils habitassent dans la même maison.

A présent les parents sont obligés de s'assister dans l'éducation des enfants issus de 2 lits. En ce qui concerne les parents nourriciers, la loi tient ferme les revendications pour une somme d'argent raisonnable.

Il y a aussi des nouveaux articles concernant les biens de l'enfant. En principe les parents administrent les biens jusqu'à la majorité de l'enfant. Mais il y a des exceptions. La plus importante: le mineur peut disposer lui-même de son salaire (ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent). Mais s'il habite chez les parents, il doit d'après la loi payer un dédommagement.

La réorganisation du droit de filiation a pour conséquence une modification des dispositions pour cause de mort: tous les enfants, même ceux de parents non mariés ont les mêmes droits d'héritage par rapport à leur mère et à leur père. Le frap-



Notre nouvelle juriste:

Madame Adrienne Hilty-Wartenweiler a passé sa jeunesse à Uzwil SG et Winterthur. Après la maturité type B à l'école cantonale de Winterthur elle a étudié le droit à Zürich et à Paris. Adjointe au secrétariat de la jeunesse et au barreau des mineurs de Bülach. Thèse de doctorat dans le domaine du droit pénal des mineurs. Mariage. Substitut au tribunal de district de Zürich.

A présent comme activité principale: maîtresse de maison et mère de 2 garçons d'âge scolaire. A côté de cela, Madame Adrienne Hilty est conseillère juridique de l'Association suisse des sages-femmes et collaboratrice du centre d'information juridique de l'Association cantonale bernoise d'organisations féminines à Berne. Enseignante de jurisprudence à l'école professionnelle de Berne. Présidente de la commission pour l'étude des lois de l'A.C.B. de Berne.

pant désavantage des enfants illégitimes est ainsi éliminé.

En général le nouveau droit de filiation apporte des progrès significatifs. Beaucoup estiment même qu'il est trop moderne.

On ne peut pas vraiment parler d'une égalité entre les enfants légitimes et illégitimes dans la société d'aujourd'hui. Pensons seulement aux difficultés qu'une mère non mariée et son enfant rencontrent à son lieu de travail, en rapport avec les autorités et surtout avec ses proches.

Peut être que pour une fois une loi – à savoir le droit de filiation – servira de poteau indicateur pour le développement d'une société. Ce serait vraiment réjouissant.

Die Langzeit-Windel Moltex

Die Langzeit-Windel heisst Langzeit-Windel, weil sie das Baby trocken hält.

Der neue Kleber hat einen Griff, damit man ihn nicht mehr mit den Fingernägeln losklauben muss.

Hier sind die Beinchen. Hier ist das Saugkissen voll und weich. Es saugt mehr Flüssigkeit auf. Und kaum ein Tröpfchen dringt hinaus.

Überall ist die zarte Babyhaut vor Feuchtigkeit besser geschützt. Überall liegt das feine Spezialvlies zwischen Haut und Saugkissen. Es bleibt immer trocken und gewährt einen hervorragenden Nässe-schutz.

Hier ist der kleine Rücken. Hier schmiegt sich der Rand der Windel weich und dicht an die Haut.

Der neue Kleber ist so stark, dass man ihn festkleben und wieder lösen, festkleben und wieder lösen kann. Er klebt wieder.

Combinette.

längere Zeit

Die Höschenwindel hat jetzt die ideale Passform. Sie sitzt wie angegossen und stört doch das Baby nicht, wenn es sich bewegen will.

Hier macht das Baby hinein. Hier hat die Windel am meisten Fülle: ein doppeltes Saugkissen. Das saugt doppelt so gut wie ein einfaches.

Hier ist das Bäuchlein. Hier ist längere Zeit Trockenzeit, weil die Feuchtigkeit unten bleibt: im doppelten Saugkissen.

Moltex
Combinette

Die Langzeit-Windel.



Moltex Combinette für Neugeborene **bis 5 kg**. Für Tag und Nacht.

Moltex Combinette für den Tag, **von 5–9 kg**. Zart und saugstark. **Jetzt auch in der Grosspackung (80 Stück).**

Moltex Combinette für die Nacht, **von 5–9 kg**. Zum Durchschlafen.

Moltex Combinette für Kleinkinder **über 9 kg**. Lustig-bunt bemustert. **Jetzt auch in der Grosspackung (60 Stück).**

Das revidierte Kindesrecht

Dr. iur. Adrienne Hilty

Die Revision des Kindesrechts muss in einem grösseren Zusammenhang gesehen werden: Das gesamte Familienrecht – und damit die Hälfte des Zivilgesetzbuches – ist im Umbruch, die einzelnen Revisionen sind nur ungleich weit vorangeschritten.

Zum Eherecht liegt die Botschaft des Bundesrats vor. Es dürften aber noch zwei bis drei Jahre vergehen, bis wir ein neues Eherecht haben. Das Scheidungsrecht wird von einer Expertenkommission bearbeitet, es liegen aber noch keine Ergebnisse vor. Das revidierte Adoptionsrecht ist seit dem 1. Januar 1973 in Kraft, das eigentliche Kindesrecht seit dem 1. Januar 1978. Es bleibt das Vormundschaftsrecht, welches ebenfalls in Bearbeitung ist.

Das Hauptanliegen der Revision des Kindesrechts ist die Gleichstellung von ehelichen und ausserehelichen Kindern. Der Ausdruck «ausserehelich» ist aus dem ganzen ZGB ausgemerzt: heute wird zwischen Kindern verheirateter und unverheirateter Eltern unterschieden.

Neu geregelt ist die Entstehung des Kindesverhältnisses. Das Verhältnis des Kindes zur Mutter entsteht mit der Geburt. Weniger eindeutig wird rechtlich das Verhältnis des Kindes zum Vater begründet:

1. durch die Ehe des Vaters mit der Mutter (also der Normalfall: Vater und Mutter sind verheiratet und haben Kinder)
2. durch freiwillige Anerkennung durch den Vater
3. durch Gerichtsurteil.

Die grössten Verbesserungen für das aussereheliche Kind brachte die Revision der Wirkungen des Kindesverhältnisses. Skizzieren wir zunächst das Verhältnis des ausserehelichen Kindes zu seinem Vater vor der Revision: Das übliche war die sogenannte «Zahlvaterschaft». Der Vater war zu monatlichen Unterhaltsbeiträgen für das Kind von der Geburt bis zu dessen 18. Altersjahr verpflichtet, darüber hinaus hatte er

keinerlei Beziehungen zum Kind. Daneben gab es die seltene sogenannte Anerkennung oder Zusprennung mit Standesfolge. Benachteiligt waren die ausserehelichen Kinder auch im Vergleich zu Scheidungskindern: Für Scheidungskinder dauert die Unterhaltspflicht des Vaters (oder der Mutter) bis zur Volljährigkeit, der geschiedene Vater hat ein Besuchsrecht und die Kinder ein Erbrecht gegenüber dem Vater. – Nach dem neuen Recht werden alle Kinder – soweit dies überhaupt möglich ist – gleich behandelt: Jedes Kind hat in den Zivilstandsregistern Vater und Mutter, nur sind diese verheiratet oder nicht verheiratet. Bei verheirateten Eltern erhält das Kind Name und Bürgerrecht des Vaters, bei unverheirateten diejenigen der Mutter.

Wohnen die Eltern nicht zusammen – sind sie also nicht verheiratet oder geschieden –, so hat der Elternteil, bei dem das Kind nicht aufwächst, Anspruch auf angemessenen persönlichen Verkehr mit ihm. Dieses Besuchsrecht hat zu langen Diskussionen geführt. In der Praxis ist das Besuchsrecht geschiedener Elternteile häufig Anlass zu Streit. Deshalb – ist geltend gemacht worden – sei es wenig sinnvoll, das Besuchsrecht auch auf aussereheliche Väter auszudehnen. Überhaupt hat man bezweifelt, dass es in jedem Fall sinnvoll sei, eine so enge rechtliche Bindung zum Vater zu schaffen. Man hat auf Kinder hingewiesen, die bei Zufallsbekanntschaften oder sogar durch Verbrechen gezeugt wurden. Dies sind aber doch seltene Ausnahmen, für die im Einzelfall eine Lösung zu finden ist.

Ganz neu geregelt ist die Unterhaltspflicht der Eltern, und zwar wiederum im Prinzip für alle Kinder (eheliche, aussereheliche und Scheidungskinder) gleich. Nach dem Gesetz haben die Eltern für den Unterhalt des Kindes aufzukommen. Sie geben diesen in natura (durch Pflege und Erziehung) oder durch Geldzahlungen, wobei die beiden Leistungen gleichwertig sein sollen. Bis

jetzt trugen die ledigen Mütter und die geschiedenen Frauen die Hauptlast für die Kinder, und die Männer kamen meist mit recht bescheidenen Alimenter davon. Kinder, die selbst verdienen, sollen, soweit möglich, für sich selber sorgen. Andererseits verpflichtet das Gesetz alle Eltern zur Bezahlung einer Ausbildung – gemeint ist meist ein Studium – über die Mündigkeit hinaus, allerdings nur, sofern dies für die Eltern zumutbar ist und nur solange, bis die Ausbildung ordentlich abgeschlossen werden kann.

Das neue Recht sieht die sehr hilfreiche Möglichkeit vor, einen ausserehelichen Vater schon während des Vaterschaftsprozesses zu verpflichten, Unterhaltsbeiträge zu hinterlegen oder vorläufig zu zahlen. Wegen der modernen Beweismittel kann ein Vaterschaftsprozess ohne weiteres drei bis vier Jahre dauern. Während dieser Zeit hatte früher eine ledige Mutter keinerlei Alimenter. Das neue Recht verpflichtet die Behörden, Stellen zu schaffen, die bei der Eintreibung von Alimenter helfen. Eine ideale Hilfe für alleinstehende Eltern ist die Alimenterbevorschussung, das heisst, der Kanton oder meist die Gemeinde schießt die Alimenter, die der verpflichtete Elternteil nicht bezahlt, vor. In den meisten Kantonen ist die Alimenterbevorschussung allerdings erst auf dem Wege zur Verwirklichung.

Etliche Neuerungen enthalten auch die Bestimmungen über die elterliche Gewalt. Der ominöse Stichtentcheid des Vaters ist gefallen. Das Gesetz sagt jetzt: «Während der Ehe üben die Eltern die elterliche Gewalt gemeinsam aus.» Die unverheiratete Mutter erhält von Gesetzes wegen die elterliche Gewalt (bisher stand dies im Belieben der Behörden). Die elterliche Gewalt umfasst die Pflicht zur Ausbildung und Erziehung des Kindes. Das Gesetz empfiehlt den Eltern, in geeigneter Weise mit der Schule und, wo es die Umstände erfordern, mit der öffentlichen und gemeinnützigen Jugendhilfe zusammenzuarbeiten. Wie bisher umfasst die elterliche Gewalt auch die Vertretung des Kindes: Nach wie vor müssen die Eltern für ihr Kind Verträge (Lehrverträge usw.) abschliessen, sie müssen dabei aber nach Möglichkeit auf dessen Willen Rücksicht nehmen.

Für den Fall, dass einer oder beide Elternteile nicht in der Lage sind, genügend für das Kind zu sorgen,

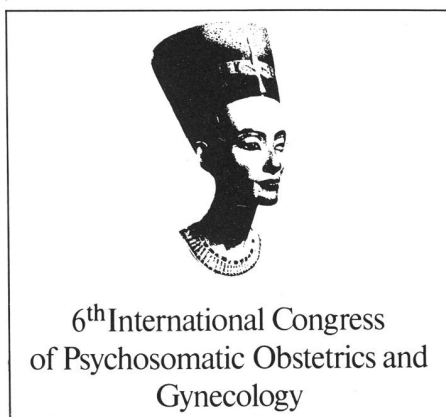
sieht das Gesetz eine Reihe von Kinderschutzmassnahmen vor. Diese gehen von der Beratung der Eltern bis zur Unterbringung des Kindes in einer fremden Familie oder einem Heim und zur Entziehung der elterlichen Gewalt.

Neu sind die Bestimmungen, welche die Stiefeltern und Pflegeeltern betreffen. Bisher bestanden zwischen Stiefeltern und Stiefkindern keinerlei Rechtsbeziehungen, obwohl sie im gleichen Haushalt leben. Neu sind Ehegatten verpflichtet, einander bei der Betreuung von Stiefkindern beizustehen. In bezug auf Pflegeeltern hält das Gesetz einen Anspruch auf ein angemessenes Pflegegeld fest. Bundesrechtlich geregelt ist jetzt auch die Pflegekinderaufsicht.

Neuerungen gibt es auch in bezug auf das Kindesvermögen: Im Prinzip verwalten die Eltern das Kindesvermögen bis zu dessen Mündigkeit, es gibt aber Ausnahmen. Die wichtigste: Über seinen Lohn kann der Unmündige selber verfügen (was bisher nicht der Fall war). Wenn er aber zu Hause wohnt, ist er von Gesetzes wegen verpflichtet, ein angemessenes Kostgeld zu entrichten.

Die Neuordnung des Kindesrechts hat eine Änderung im Erbrecht zur Folge: Alle Kinder, also auch diejenigen unverheirateter Eltern, haben gegenüber Mutter und Vater die gleiche Erbberechtigung. Die krasse Benachteiligung der ausserehelichen Kinder ist damit beseitigt. Natürlich kann dies auf Kosten der sogenannten normalen, intakten Familie gehen. Damit hat das Gesetz aber den Entscheid für die Gleichberechtigung und gewissermassen Solidarität aller Kinder getroffen.

Im grossen und ganzen bringt das neue Kindesrecht bedeutende Fortschritte. Viele finden sogar, es sei zu modern. Von einer Gleichbehandlung ehelicher und ausserehelicher Kinder in der heutigen Gesellschaft kann wohl kaum die Rede sein, denken wir nur an die Schwierigkeiten, die eine unverheiratete Mutter und ihr Kind am Arbeitsplatz, im Verkehr mit Behörden und überhaupt mit ihren Mitmenschen hat. Die Tendenz zur Besserstellung von Benachteiligten und der Gedanke der Partnerschaft, wie er im Eltern-Kind-Verhältnis zum Ausdruck kommt, liegen im Zug der Zeit. Vielleicht ist für einmal ein Gesetz – eben das Kindesrecht – wegweisend für die gesellschaftliche Entwicklung – dies wäre nur zu begrüssen.



Frauen in einer sich wandelnden Gesellschaft

So lautete das Hauptthema des diesjährigen Kongresses für psychosomatische Geburtshilfe und Gynäkologie in West-Berlin.

Ich möchte hier Eindrücke über diese Veranstaltung, über einige Vorträge und Persönlichkeiten wiedergeben. Diese Eindrücke habe ich unter besonderen Umständen erlebt

- in einer Gruppe von etwa 1000 an diesem Thema interessierten Geburtshelfern, Hebammen, Psychologen, Psychiatern, Geburtsvorbereiterinnen;
- im Gefühl des Eingeschlossenenseins in dieser Grossstadt mit ihren Mauern und deren scharfen Bewachung.

Der Kongress fand im deutschen Reichstag statt und nicht, wie vorgesehen, in der Kongresshalle, die vor 6 Monaten einstürzte. Das war schon ein besonderer Ort für einen Kongress über psychosomatische Geburtshilfe und Gynäkologie. In den von Politik getränkten Hallen über die Sexualität der Frau zu sprechen, über pränatale Psychologie oder gar über Hausgeburt und ambulante Geburt, mutete eher bizarr an.

In den Pausen oder über Mittag sass ich oft mit meinen Kolleginnen auf der Treppe zum Reichstag und ver-

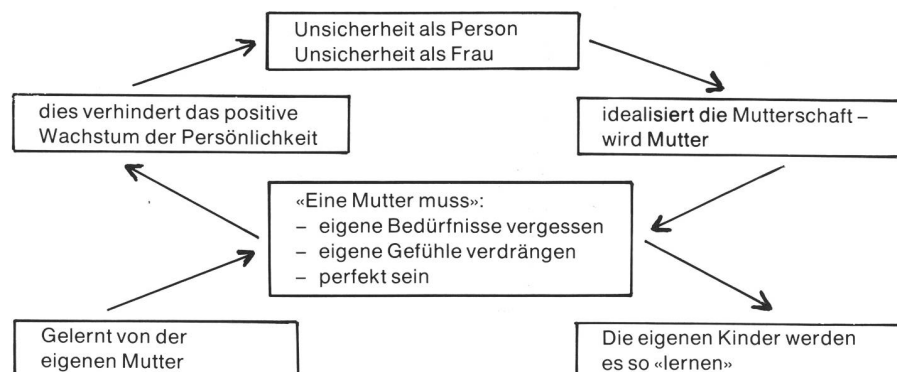
zehrte eine der (unzähligen) Fleischbouletten, ein Biscuit oder Kuchen. Mein Gegenüber war die Mauer, dahinter Häuser mit vergitterten Fenstern. Diese Mauer wurde für mich zum Symbol des Kongresses! Wenige überzeugte Anhänger der Psychosomatik hatten sich gefunden, die anderen leben noch hinter einer Mauer, die von Ihresgleichen bewacht wird. In diesem Sinne nenne ich die Bewacher Geburts-«Mediziner».

Die bedrückende Situation Berlins und die teilweise bedrohte Situation der psychosomatischen Geburtshilfe und Gynäkologie lassen sich gut vergleichen. Doch wieviel mehr Hoffnung besteht da für die Zweite! Dies fand ich vielfach in Referaten und Gesprächen bestätigt, und dies waren dann auch die Höhepunkte der Veranstaltung für mich.

Die Vorträge und Diskussionen fanden gleichzeitig in vier Hörsälen statt. Die Wahl der Themen fiel mir oft schwer. Ich gab jeweils dem persönlichen Interesse den Vorrang.

Zum Thema «Schwangerschaftskonflikt» erwähne ich hier Hr. Koschorke aus der BRD mit einem sehr umfassenden, stark praxisbezogenen Referat über «Schwangerschaftskonflikt-Beratung als Hilfe in einer Lebenskrise» (Ziele, Grenzen, Möglichkeiten). An der Diskussion beteiligte sich Frau Uta König, die kürzlich ein Buch schrieb mit dem Titel: «Gewalt über Frauen». Es handelt sich dabei um Reportagen und Berichte im Zusammenhang mit dem § 218 des Gesetzes über den Schwangerschaftsabbruch in der BRD.

Ein weiterer grundlegender Beitrag war die Analyse einer finnischen Psychologin von der idealisierten Mutterschaft. Frau Niemelä stellte die «Idealisierte Mutterschaft und spätere Realität» mit vielen einfachen graphischen Zeichnungen dar, wovon ich hier eine wiedergeben möchte.



Unter dem Vorsitz von Mme de Senarclens aus Genf trafen sich die Interessenten des Themenkreises: «Die Frau in verschiedenen Lebensphasen». Eindrücklich war an diesem Vormittag vor allem der Vortrag einer amerikanischen Ökonomin, Alice Yohalem. Sie befasst sich seit Jahren mit der wirtschaftlichen Wiedereingliederung der Frau. Was das wohl mit Gynäkologie und Geburtshilfe zu tun hat? Ihre Studie zeigt deutlich (einmal mehr) die Benachteiligung der Frau, das heisst der Frau, die mehrere Jahre nicht in der Wirtschaft tätig war oder es überhaupt nie war, in bezug auf das Angebot, die Qualität der Arbeit. Auch das Verhältnis Teilzeitarbeit/Arbeitsqualität tritt erschreckend ans Licht.

Aus dem Referat von Frau Flack, Gerontologin in West-Berlin, gingen für mich Touristin Informationen hervor, die mich seither beschäftigen. Das Thema war die Mutter-Kind-Beziehung in der Geriatrie. Mit Zahlen illustrierte Frau Flack die Probleme von Berlin, so zum Beispiel die enorme Überalterung und die entsprechend hohe Anzahl Betten für Alters- und Pflegeheime (immer im Vergleich mit anderen deutschen Grossstädten). Dazu kommt noch eine sehr hohe Suizidrate. Im Kontrast zu diesen Arbeitsstunden fanden wir ein kulturelles Angebot, wie es nur eine Grossstadt oder eben nur Berlin bieten kann. Die Wahl war schwer, zumal die Sommerfestspiele allein Strawinsky gewidmet waren. Ich verbrachte also zwei Abende im Zeichen Strawinskys, einmal mit der Moskauer Kammeroper (Rakes Progress) und einmal mit dem New York City Ballet unter der Leitung von Balanchine. Vor allem diese zweite Veranstaltung passte zu meiner Stimmung! – zur Psychosomatik, zum Kongress. Wurde am Tag geredet, so kam an diesem Abend die Körpersprache in Form von Ballett zum Ausdruck.

Sheila Kitzinger, dieser Name wird wohl allen bekannt sein, ist Anthropologin und Geburtsvorbereiterin. Sie führte uns einmal über Mittag in die «Entspannung durch Berührung» ein. Sheila betonte dabei, dass es sich nicht um eine Methode handelt, sondern um ein Verstehen der Vorgänge im Körper und um das bewusste Beeinflussen dieser Vorgänge (Spannung, Entspannung) durch Berührung und Massage. Paarweise sasssen etwa 100 Personen auf dem Boden (des Reichs-

tags...) und übten diese Handgriffe. Diese zwei praktischen Stunden waren eine Wohltat! Sheila ist eine Persönlichkeit, und ich hoffe, dass wir sie einmal in der Schweiz begrüessen dürfen.

Stundenlang könnte ich weiterzählen. Die Synthese zwischen Geburtsmedizin und psychosomatischer Geburtshilfe machte für uns Prof. R. Caldeyro-Barcia aus Montevideo. Er vertritt unter anderem die Ansicht, dass eine gebärende Frau, die in der Austreibung spontan presst, sich weniger anstrengt und dass vor allem das pH des Kindes wesentlich besser ist. Die Austreibung mag wohl viel länger dauern, doch ist sie schonender. Auch soll die Frau die ihr am bequemsten scheinende Haltung einnehmen können während der ganzen Geburt... Muss das gesagt werden?

Frau Prof. Newton aus England bemerkte in ihrem Schlusswort: «Wissenschaftler kamen her, um sich über die Praxis zu unterhalten, um die Auswirkungen ihrer Arbeiten zu evaluieren. Es herrschte eine menschliche Atmosphäre.»

Ich kann ihr nur beipflichten, möchte aber ergänzen: Wo blieben die Praktiker, die ihre Erfahrungen den Wissenschaftlern mitteilten? Mit anderen Worten: Wo blieben die Hebammen?

Dieselbe Frage stellte auch Frau Ruth Kölle, Präsidentin der deutschen Hebammen-Vereinigung. Sie rief alle Hebammen einmal zusammen und forderte uns auf, aktiver teilzunehmen, mutiger vorzutreten! Wir treffen uns wieder 1983 in Dublin, Irland.

Regula Fäh

VESKA-Kongress 1980

Vom 14. bis 16. Oktober 1980 fand im schon fast winterlichen Davos der 39. Schweizerische Krankenhaus-Kongress statt. Die drei Tagesthemen.

- «Das Krankenhaus und seine Leitung.»
- «Der Patient: Partner im Spital?»
- «Wie sicher ist das Krankenhaus?»

fanden bei Teilnehmern, zeitweise über 400, reges Interesse.

In den Referaten und Diskussionen des ersten Tages kam recht deutlich zum Ausdruck, dass Chefarzte, Verwalter und Verantwortliche des Pflegedienstes nicht immer dieselbe Auffassung über die Leitung eines Spitals haben. Es wird von allen eine kompetente Führung gefordert und angestrebt; jeder Betrieb muss die Organisationsform finden, die ein möglichst gutes Zusammenwirken zwischen Verwaltung, Aerzten und Pflegedienst erlaubt. Wer sich für die Stellung des Pflegedienstes in der Spitalleitung interessiert, sollte sich die Zeit nehmen, diese Referate nachzulesen. Sie werden, wie auch die andern Vorträge, in den nächsten Nummern des «Schweizer Spitals» (VESKA-Zeitung) erscheinen.

«Der Patient: Partner im Spital?»

Auch dies ein aktuelles Thema. Der Schriftsteller A. Häsler aus Zürich schloss sein Referat mit dem Ruf nach mehr Menschlichkeit, kleineren Spitälern und weniger Maschinen.

Der Patient hat eine Reihe wichtiger Rechte: das Recht, mit Achtung (Respekt) behandelt, genau informiert zu werden, das Recht, auch vermehrt selber mitzubestimmen, sind nur einige. Über die Pflichten des Patienten und die juristischen Aspekte in bezug auf die Krankengeschichte und das «Recht» des Patienten, Einsicht zu nehmen, wurden in weiteren Referaten orientiert.

«Wie sicher ist das Krankenhaus?» Auch technisch Unbegabte konnten anhand von anschaulichen Dias sehen, wo überall Gefahren für Patienten und Personal lauern; vielleicht waren dann einzelne Referate für uns doch zu technisch, aber doch beeindruckend zu erfahren, wie aufwendig und vielfältig die Sicherheitsmassnahmen sind zum Schutze von Patienten und Personal im Spital.

Ausser den Vorträgen fand ein Bankett mit Musik und Tanz statt, man konnte am 2. Tag auf die Pischahinaufpendeln, sich durch das Schloss Tarasp führen lassen, das vor drei Jahren eröffnete Spital in Davos besichtigen oder an weiteren Diskussionen teilnehmen.

Drei interessante, befrachtete Tage und am Ende ein Föhneinbruch statt des erbangten Schnees, weil ja das Auto noch nicht auf den Winter vorbereitet war.

E. Balmer